Les salariés de JOB aux abois

Candidats, à vous de jouer !

Le 7 mars prochain, les 168 employés de Job, recevront leur lettre de licenciement. En dépit de l'imminence de l'échéance, les représentants syndicaux affichent un regain d'optimisme. « La population toulousaine nous soutient. On le sent à chaque manifestation. Deuxième signe fort, c'est la première fois qu'on réunit les candidats aux élections municipales autour d'un débat sur l'emploi », souligne Jean-Pierre Combébiac de la Filpac-CGT. Bernard Margras, délégué syndical CGT de Job, a fait remarquer hier, aux prétendants à la mairie de Toulouse : « Durant ces neuf derniers mois de lutte, on a pu constater la difficulté de mobiliser les institutions. Ni le maire, ni le président du conseil général, ni celui du conseil régional, n'ont franchi la porte de l'entreprise ». Un reproche corroboré par les mea culpa de certains candidats. « Vous êtes au pied du mur, du coup, nous sommes tous là », observe Aline Pailler, tête de liste 100 % à gauche. D'autres carrément accusent. « Les politiques n'ont pas servi de courroie de transmission », déplore Pierre Cabaré de Cap 21. Jean Charlas de 100 % Toulouse se dit « sidéré » d'apprendre que les salariés de Job n'ont pas reçu la moindre visite des représentants des collectivités territoriales. Salah Amokrane, pour les Motivé-e-s, ne se sent pas interpellé, et veut lui, amener le débat sur le terrain plus vaste de l'emploi.

Les salariés de l'entreprise JOB face aux candidats aux municipales. Photo DDM – Xavier de FENOYL.

La solution à Matignon

François Simon, tête de liste de La gauche pour tous les Toulousain(nes), s'abstient de polémiquer et précise quant à lui : « Je suis intervenu plusieurs fois et je suis prêt à monter à Paris pour obtenir des propositions rapides ». Un engagement pris ce samedi par la député Yvette Benayoun-Nakache, et Aline Pailler. Celle-ci préférant battre le fer quand il est chaud a suggéré à François Simon : « Allons y lundi ». Surbooké pour cause de campagne électorale, ce dernier a stoppé son élan. Avant de fouler les pavés de la capitale, les candidats de tous bords veulent, semble-t-il, interpeller le Premier ministre sur l'urgence à trouver une solution. « Qui peut débloquer la situation sinon lui » assure Jean-Claude Pex, de la liste Philippe Douste-Blazy. Les salariés de Job, ont accueilli toutes ces déclarations de soutien et d'intention avec un enthousiasme mesuré. Comme si chacun aujourd'hui se gardait des faux espoirs. Et comptait avec réalisme sur les limites du pouvoir politique.

A. BR.

LA DEPECHE DU MIDI